

Une manifestation réclame la régularisation des sans-papiers et des requérants d'asile



Photo: Hochardan

Le mercredi 22 février à Lausanne, les collectifs de défense des droits des sans-papiers accompagnés de sympathisants et de militants se sont réunis sur la place de la Riponne à Lausanne pour manifester et réclamer la régularisation immédiate de tous les sans-papiers et des requérants d'asile. Cette manifestation était organisée par le collectif Droit de rester, le Collectif vaudois de soutien aux sans-papiers (CVSSP) et le Collectif de soutien et de défense des sans-papiers de la Côte, avec l'appui de beaucoup d'associations et de syndicats venus également de Berne et de Fribourg.

Cette manifestation avait pour but selon les organisateurs « de contester les stigmatisations, les discriminations et le racisme ainsi que de s'opposer à un système qui assigne les immigrés à la condition d'êtres inférieurs et subordonnés ». Leur message était le suivant : « Marchons dans la rue, crions haut et fort, montrons que nous ne sommes ni des criminels, ni des abuseurs, ni des délinquants, mais que nous sommes des êtres humains dignes de valeur et que nous avons des droits et des devoirs ».



Photo: Hochardan

« Nous avons quitté un pays mais non l'humanité ! »

À 17h00, la place de la Riponne était presque saturée de manifestants d'ethnies, de races, de cultures, de langues différentes, comme lors d'une conférence mondiale. Et en effet, il y avait là des personnes venues des quatre coins du monde qui ont marché jusqu'à la place du Château où elles ont adressé une lettre signée par les trois collectifs organisateurs au Conseil d'Etat, lui demandant la régularisation collective de tous les sans-papiers.

Durant leur marche, les manifestants scandaient : « Nous n'avons qu'un seul monde, nous partageons une même condition humaine. » « Nous ne voulons pas que les êtres humains soient classés, encadrés, contrôlés, réprimés et donc traités de manière inégalitaire ». Sur les banderoles, des slogans dénonçaient les abus faits aux droits de l'homme. Certaines exprimaient la valeur de l'humain : « Nous avons quitté un pays mais non l'humanité » et « Expulsez les lois racistes pas les êtres humains ! ».

« L'origine n'est pas un crime ! »

Au moment où les manifestants passaient dans la rue du Grand-Pont, une partie d'entre eux se sont allongés dans la rue portant des tissus sur lesquels était écrit : « L'origine n'est pas un crime ». Des dizaines de requérants ont pris la parole : « Que nous soyons passés par la filière de l'asile ou que nous soyons venus clandestinement, notre seul objectif est d'avoir aspiré à une vie meilleure. » « L'Etat nous met dans des situations pénibles : il nous interdit de séjour, nous exclut d'une existence légale, nous enlève toute perspective d'avenir, nous en sommes réduits à travailler au noir ou à nous terrer dans des abris de protection civile. » « Ça suffit ! Qu'on le veuille ou non, nous sommes ici, nous participons activement à construire la société dont nous faisons partie ! »



Photo: Hochardan

« L'immigration n'est pas un choix, mais c'est une chance ! »

La majorité des manifestants vivent des souffrances, des peurs, des angoisses et de l'incertitude quant à leur sort. Beaucoup d'entre eux sont en Suisse depuis plusieurs années. Qu'ils vivent dans des abris, dans des centres d'aide d'urgence ou ailleurs, ils revendiquaient tous le droit de vivre librement et de sortir de cette situation précaire. «Marre de se cacher, on vit ici, on reste ici », grognaient-ils. Tout au long de leur marche, les manifestants ont adressé au peuple suisse un message à travers le slogan : « L'immigration n'est pas un choix, mais c'est une chance ».

Malgré le fait que la situation soit précaire, que la vie soit difficile, que l'angoisse soit présente, même si le chagrin et la peur sont permanents, ils gardent pourtant l'espoir et le rêve de revoir un jour ceux qui leur sont chers, disaient-ils en écho au grand martyr américain Martin Luther King qui a dit lors de la manifestation du 28 octobre 1963 à Washington : « Je rêve que mes quatre jeunes enfants vivront un jour dans une nation où ils ne seront pas jugés pour la couleur de leur peau, mais à la mesure de leur caractère. »

Hochardan

Membre de la rédaction vaudoise de Voix d'Exils

« La Suisse a longtemps été un pays d'émigration »

Graziella de Coulon, membre du collectif Droit de rester a accordé une interview à Voix d'Exils.

Voix d'Exils : Quel est le but de cette manifestation ?

Graziella de Coulon : Nous demandons la régularisation de tous les sans-papiers et de tous les déboutés de l'asile. Ce sont des personnes qui sont mises à l'écart, elles font partie des gens qui n'ont plus de droits, plus rien.

Qu'espérez-vous de cette manifestation en tant que défenseur des sans-papiers ?

On n'espère pas grand chose de cette manifestation. C'est pour rassembler les gens et pour dire : « On est toujours là, et on continue de réclamer la même chose ! » Mais, cette fois, nous avons adressé nos revendications aux Conseillers d'Etat. Vu que maintenant, la majorité est de gauche... (*elle rigole*). Nous demandons surtout que Vaud défende à Berne les personnes qui ont été acceptées par le canton. Et non pas que le canton dise : « Berne ne les veut pas ! ».



Photo: Hochardan

Quels sont les obstacles que vous rencontrez avec le Département de l'Intérieur ?

Ils disent qu'ils n'ont pas de marge de manœuvre et que c'est Berne qui décide... Ce qui n'est pas vrai, le canton a une marge de manœuvre. Il peut, par exemple, mettre ou pas à l'aide d'urgence un débouté, mais il les met tous à l'aide d'urgence. Donc, le canton fait le bon élève auprès de Berne, et c'est ça que nous contestons. La majorité au Conseil d'Etat est de gauche, mais c'est une gauche qui n'a pas le courage politique d'affirmer une autre position que celle de la droite musclée de Berne, qui est celle qui régit maintenant toutes les questions d'immigration.



Photo: Hochardan

Qu'éprouvez-vous face aux expulsions ?

Déjà une grande honte pour le pays qui viole le droit de ces personnes au point de les obliger à partir dans leur pays, alors que pour certaines ce n'est plus leur pays. Parmi les personnes expulsées, certaines sont en Suisse depuis 10 ans et plus ! C'est une honte, la façon dont on les expulse. Les expulser vers le néant, vers aucune autre solution, alors qu'elles pourraient rester ici. Il y en a beaucoup qui ont du travail, mais par la faute des lois uniques qui ont été votées, maintenant elles sont toutes déboutées... Personnellement, je ressens vraiment une grande honte et puis un grand regret pour ces personnes parce que souvent je les connais. Après leur expulsion, on les perd... On ne sait pas du tout ce qu'elles deviennent dans leur pays.

On voit souvent des blacks arrêtés et fouillés. Ils vivent dans la peur et la menace permanente. Qu'en dites-vous ?



Photo: Hochardan

Ce qu'il faut dire, c'est que ces personnes ont quitté leur pays et ont traversé la Méditerranée en risquant leur vie et beaucoup sont morts. Personne n'a quitté son pays et fait ce trajet pour venir vendre de la coke ou devenir un criminel ici. Ce sont les conditions de vie dans lesquelles ces gens sont ici qui font qu'ils sont obligés à un certain moment de se mettre dans cette criminalité qui est une petite criminalité de survie. Les gens ne peuvent pas rester ici sans être jamais heureux, sans avoir la possibilité de travailler, sans avoir des contacts avec les gens. N'être vus que comme des criminels... Ce n'est pas possible ! A un certain moment ils deviennent, oui, des criminels parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement.

Comment expliquez-vous que le peuple suisse ait voté des lois

qui sont contre l'immigration ?

Aux Suisses, j'aimerais premièrement dire de se souvenir de leur passé, parce que pendant de longues années, la Suisse a été un pays d'émigration. Les Suisses devaient émigrer parce qu'on ne mangeait pas assez dans ce pays. Maintenant, ils ont oublié et veulent fermer toutes les frontières, ils veulent laisser tous les pauvres en dehors. C'est vraiment une lutte des pauvres contre les riches. Et quand on dit que ces lois ont été votées par la population, il faut voir sous quelles pressions et avec quelle propagande elles ont été votées. Les personnes qui défendent les requérants ou qui défendent l'immigration n'ont pas un grand espace de parole pour convaincre les gens. Et les gens ont peur parce que pour eux aussi cela ne va pas bien : ils ont peur du chômage, ils ont peur pour l'éducation de leurs enfants, ils ont peur pour leur logement et ils prennent juste l'immigration comme bouc émissaire. Mais ça, c'est l'UDC et les partis de droite qui disent ça au peuple, et le peuple vote. Mais finalement, il y a quand même beaucoup de solidarité en Suisse, il n'y a pas que ça...

Propos recueillis par Hochardan